

## ÉDUCATION À BOUIRA

# Le Cnapest appelle à une grève générale

**Le Cnapest de Bouira vient de lancer un appel à une grève générale lundi prochain et ce, pour dénoncer l'attitude du directeur de l'éducation vis-à-vis des représentants de ce syndicat.**

Il dénonce aussi l'attitude des policiers qui s'étaient, rappelons-le, comportés d'une manière indigne lors du rassemblement

organisé le mercredi 21 septembre dernier par les enseignants intégrés qui réclamaient leurs affectations. Ce jour-là, cinq enseignants

protestataires, ainsi que le coordinateur du Cnapest présent sur les lieux pour les soutenir, furent embarqués de force avant d'être relâchés suite aux pressions de leurs collègues qui avaient immédiatement déserté les établissements. Aussi, lors d'une réunion

tenue au siège du bureau de wilaya du Cnapest, les délégués de wilaya ont décidé d'organiser une journée de grève afin de dénoncer les comportements irresponsables du directeur de l'éducation et de la police, mais aussi exiger le règlement immé-

diat du problème des enseignants intégrés mais non encore affectés. La grève sera suivie d'une marche depuis le siège de la direction de l'éducation jusqu'au siège de la wilaya en passant par celui de la sûreté de wilaya.

Y. Y.

## 40 projets agricoles en attente de financement

**En 2007, le programme d'appui au Plan national de développement agricole et rural, proximité rurale ou PA/PNDAR/PR, qui avait touché trois wilayas pour leurs spécificités locales, comme la wilaya de Bouira pour sa zone de montagne, M'sila pour sa steppe et Ghardaïa pour son désert, a eu un écho tellement favorable que les autorités algériennes avaient, avant même la fin de cette opération, décidé de lancer un deuxième appel à projet avec cette fois, un financement à 100% algérien.**

A Bouira, l'opération, qui avait suscité un grand espoir auprès des populations rurales, fut immédiatement lancée, d'autant que le chef d'antenne de Bouira, Hadji Daou, était rompu à ce programme et maîtrisait parfaitement ses rouages.

De fait, un deuxième appel à projet fut lancé, touchant cette fois-ci 12 communes, avec près de 26 milliards de centimes de subventions. Des rencontres de sensibilisation ont été organisées au niveau de ces communes à l'endroit du mouvement associatif et des agriculteurs.

Le but était d'expliquer aux agriculteurs l'importance de ce programme et la nécessité de présenter, selon un schéma bien défini, un projet consistant regroupant plusieurs personnes sous formes d'associations, de groupements d'intérêt commun (Gica) ou, enfin, de coopératives agricoles. L'opération qui s'est clôturée le 17 octobre 2010 avait enregistré 101 dossiers et après leur étude, seuls 40 projets furent retenus. Les proprié-

taires de ces projets (11 associations, une coopérative et 28 groupements d'intérêts communs), parmi lesquels figurent des femmes avec des projets d'élevage de reines en apiculture à El-Mokrani, un couvoir à Guerrouma, une huilerie à Aghbalou et une batterie avicole à Haïzer, furent informés et invités selon le cahier des charges à mobiliser les ressources financières nécessaires, soit les 15% qu'ils devaient avoir.

Tout cela s'était fait dans un temps record mais c'était compter sans le caractère tordu de nos lois. En effet, parmi les modalités de financement de ces projets par l'Etat algérien figure, entre autres, la nécessité de passer par l'avis d'appel d'offres.

Un couac qui a freiné tous les projets tant cette condition est contradictoire à plus d'un titre mais personne parmi les responsables du ministère de l'Agriculture et du Développement rural, pourvoyeur d'argent dans le cadre de ce programme, n'osa lever l'équivoque. Dans le cahier des charges relatif à

ces projets, il est clairement stipulé que le financement du projet devait passer par l'avis d'appel d'offres. Or, dans un autre chapitre, il est aussi clairement indiqué que la subvention des projets est comprise entre 1 et 7,5 millions dinars. Une fourchette qui est exempte de cette obligation de passer par des avis d'appel d'offres puisque n'excédant pas, comme le stipule la loi, les 8 millions de dinars.

Le deuxième couac rencontré par les techniciens chargés de la concrétisation de ce programme concerne l'avis d'appel en lui-même.

Pour lancer un avis d'appel pour l'acquisition d'un matériel donné ou pour la résiliation d'une opération donnée, devra-t-on mettre le montant total du projet (subvention et apport personnel) ou celui de subvention seulement ? Si dans l'appel d'offres le montant à mettre pour inviter à la soumission devra comporter uniquement celui de la subvention, on ne pourra jamais trouver preneur.

On ne pourra jamais trouver un producteur ou un fournisseur qui pourra soumissionner pour une chaîne continue d'une huilerie moderne par exemple, laquelle coûte plus d'un milliard de centimes, pour 7,5 millions dinars, tel que plafonné dans la subvention. Et si le montant total est indiqué, comment sera payé le fournisseur

? Devra-t-on inviter les associations ou les Gica à verser de l'argent, montant de leur apport, dans les caisses de l'Etat ? Toute cette cacophonie a fait que les projets maturés depuis plus de 10 mois attendent toujours leur concrétisation. Pourtant, les exemples de montage financier existaient déjà avec l'expérience des PNDA où la part de la subvention est directement versée à l'agriculteur après signature d'un PV de constatation du service fait par les délégués dûment désignés.

Une modalité qui a porté ses fruits à quelques exceptions où la complicité et la corruption avaient fait bon ménage mais largement identifiables si la volonté de tirer au clair les choses existait.

En tout cas, pour le PNDA et surtout pour les cas de petites subventions, chez les agriculteurs moyens, l'opération avait bien marché et des milliers de projets, (plantations, forages, aménagement des espaces...) avaient vu le jour.

Aujourd'hui, dans le cas de ces projets de proximité rurale, ce sont seulement de petits agriculteurs, des chômeurs, hommes et femmes, qui ayant nourri l'espoir de voir leurs projets modérés se concrétiser, qui avec une batterie, un couvoir, une machine agricole ou une chambre froide, pourront en groupe aspirer à une vie décente.

Y. Y.

### ARRESTATION À GUELMA DE FAUX-MONNAYEURS

## Le principal suspect serait un informaticien récidiviste

Une enquête diligentée par la brigade de recherche de la gendarmerie de Bouchegouf (à une quarantaine de kilomètres de Guelma) a conduit à l'arrestation de 8 suspects dans une affaire de fausse monnaie.

Au moins 40 millions de centimes en faux billets ont été saisis.

Cette vaste opération menée avec succès a permis le démantèlement d'un réseau important spécialisé dans ce genre de trafic.

«Il s'agit probablement d'un vaste réseau de trafic de fausse monnaie», précise notre source qui révèle que l'enquête a permis d'identifier un autre suspect, un technicien supérieur en informatique, âgé de 41 ans, originaire de Constantine, toujours en fuite. La perquisition menée à son domicile a permis de découvrir un important matériel informatique (PC, scanner et imprimante laser...).

Cet informaticien, un récidiviste, est activement recherché par les services de la Gendarmerie nationale, apprend-on de notre source qui précise également que l'enquête suit son cours.

Noureddine Guergour

### SKIKDA

## La cité Mohamed-Namous d'El-Kobia dans un piteux état

**75 ans après sa création, la cité Mohamed-Namous d'El-Kobia garde une valeur historique certaine : elle a été l'un des bastions de la Révolution. Mais ses habitants attendent avec impatience la régularisation de leur situation.**

N'ayant aucun titre de propriété et vivant dans la promiscuité, les habitants des lieux, par la voix du président du comité de quartier, Namous Djamel, interpellent les autorités locales pour intervenir et améliorer leurs conditions de vie des plus déplorables. L'idée de recaser les occupants dans le but de transformer la cité en faisant des logements un gîte pour

les passants et les touristes n'a jamais été concrétisée. Pour notre interlocuteur, la meilleure option est de permettre aux habitants de jouir légalement de leurs habitations. Cela est conditionné, selon lui, par la prise en considération d'une quinzaine d'habitations où l'on trouve trois familles par F2. «Il est temps de procéder au relogement des familles les plus lésées.»

De plus, la cité est cernée par deux sites d'habitations précaires, Zabarat, où résident 30 familles, et hay Essbar, en face de l'immeuble 6-Portes des Oliviers, où l'on compte 19 familles. Leur recasement permettra de récupérer les deux terrains susceptibles d'être affectés à des programmes de logements. Une récente visite d'inspection inopinée du wali a permis à ce dernier de prendre connaissance des doléances citoyennes.

Zaïd Zoheir

## COMMUNIQUÉ

### Nedjma inaugure le premier Espace VIP en Algérie



Dans le cadre de sa stratégie de déploiement et de rapprochement de ses clients, Nedjma a inauguré, ce jeudi 29 septembre 2011, le premier Espace VIP Nedjma en Algérie avec un concept d'accueil et de prestations de service personnalisés ainsi que de multiples commodités.

L'inauguration officielle de cet Espace VIP a eu lieu en présence de responsables du secteur des télécommunications, des autorités locales et du directeur général de Nedjma, M. Joseph Ged. Sise au 5, rue Abou-Naouas, à Hydra à Alger, la nouvelle boutique Nedjma, est aménagée en

espaces indépendants réservés aux clients VIP et particuliers, de manière à assurer une meilleure prise en charge des leurs requêtes en fonction des besoins spécifiques à chaque catégorie. Outre la multitude de prestations de services produites habituellement aux clients, tels que la facturation, la commercialisation des produits et services Nedjma, la configuration de téléphones portables. L'Espace VIP Nedjma de Hydra est doté de la borne automatique, Nedjma Self-Service, la nouvelle solution de rechargement de crédit via le Storm et l'achat de cartes de recharge. Ce ser-

vice innovant, en accès libre, premier du genre en Algérie, allie l'efficacité à la rapidité et la simplicité d'utilisation.

Toujours à l'écoute de ses clients les plus exigeants, Nedjma poursuit sa quête d'innovation afin de satisfaire sa clientèle par l'amélioration continue de la qualité de ses prestations de service au sein de son réseau de vente. Actuellement, le réseau de vente de Nedjma compte 92 boutiques, 35 city-Shop, 9 shop in shop et 237 espaces services Nedjma (ESN) couvrant l'ensemble du territoire national.